

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pil fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pil ouvert : 40 F
1 an, pil fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 268
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
3 au 16 juin 1978

L'intervention criminelle de l'impérialisme français au Shaba

Les exigences de la lutte contre l'impérialisme

Quatrième intervention militaire de la France en Afrique en un an, l'agression au Shaba est une opération impérialiste de grand style, symbolique à plus d'un titre, une opération menée à grand renfort de propagande orchestrée par une presse aux ordres, déversant sur la population ébahie et paralysée par la rapidité et l'organisation de la manœuvre des monceaux de mensonges éhontés et de justifications toutes plus hypocri-

tement humanitaires les unes que les autres, exaltant, au nom de la défense de la personne humaine et de la civilisation, les sentiments les plus bestiaux du chauvinisme impérialiste et de la supériorité raciale. Une opération embouchant les trompettes de la fausse croisade antitotalitaire et de la défense de l'Occident « libre » ainsi que de l'écœurante « défense des faibles », le tout pour masquer le crime impérialiste pur et simple.

Une opération menée dans la plus pure tradition coloniale, excitant le militarisme mercenaire et ravivant le souvenir des guerres d'Algérie, d'Indochine et même... du Mexique ! Une campagne s'accompagnant de façon toute naturelle d'une pression politique et policière plus forte sur la moindre opposition même la plus sentimentale à l'impérialisme, mais aussi de la recrudescence de l'activité des groupes paralogaux ainsi que des attentats racistes et xénophobes.

Mais une opération se couvrant en même temps du manteau d'un consensus africain trop facilement acheté à un « sommet franco-africain » qui était là pour ça et rassemblant les falotes marionnettes des restes d'un empire colo-

nial souffrant sous la botte meurtrière de la France hyperdémocratique. Une opération se doublant également fort à propos d'une de ces offensives pour le désarmement, archi-habituelles dans les instances internationales, puisque tous les Etats du monde ont une tribune pour mentir en même temps à tous les peuples et à leurs exploités, offensive venant aussi tout à fait bien pour donner de nobles justifications à la création d'une « force africaine » entièrement à la botte de l'impérialisme tricolore.

De façon significative, cette agression de l'Afrique ligotée va de pair avec une autre agression, l'offensive patronale et gouvernementale menée, comme dans tous les pays, au nom du patriotisme

DANS CE NUMERO :

- La guerre du Zaïre ne fait que commencer
- Ou invariance de la théorie ou démocratisme (à propos de « Combat communiste »)
- Pour la défense des chômeurs !
- La grève des bus parisiens

commercial sur fond de guerre économique internationale. Une agression elle-même doublée et couverte d'une montagne de simagrées et de paroles mielleuses sur la négociation, prétextes donnés

(suite page 2)

Le cirque anti-ouvrier de l'« ouverture sociale »

La comédie de l'« ouverture sociale » traîne en longueur. Après les entrevues en tous sens, on s'écrit : lettre de Barre, lettre du CNPF, qui parle d'envisager pour la fin de l'année l'éventualité d'une amélioration du pouvoir d'achat pour les bas salaires, et s'empresse de rappeler les autres que « le mouvement des salaires effectifs doit suivre et non précéder le mouvement des prix enregistré par l'indice de l'INSEE ». Sur quoi les syndicats se déclarent une fois de plus « déçus », mais la CFDT continue à pavoiser, elle « considère comme un acquis l'ouverture de négociations » (*Le Monde* du 27 mai 78).

Pendant ce temps, les prix sont libérés de tous côtés, sauf pour une marchandise : la force de travail. Là, le blocage est total (les statistiques officielles, dont on connaît le caractère mensonger, viennent de reconnaître pourtant la stagnation du salaire moyen, pour la première fois depuis 9 ans) — quand encore on veut bien acheter la seule richesse des prolétaires et ne pas les laisser sur le pavé. Et alors que les travailleurs auraient tant besoin de resserrer leurs rangs pour défendre leurs intérêts propres, les seules actions que leur indiquent les syndicats sont des journées contre la dénationalisation d'EDF, et des manifestations de « tout le peuple » dans les Vosges, avec curés, évêques et même pasteurs, et comble de bouffonnerie, les élus locaux de toutes tendances (et pourquoi pas Barre en tête du cortège, pour parachever l'« unité » ?).

Malgré quelques explosions, surtout dans des entreprises de petite taille, et le feu qui couve dans des secteurs comme la RATP, les Postes, les hôpitaux, la classe ouvrière dans son ensemble n'a pas encore secoué l'apathie amère qui a suivi la fin du mirage électoral, aggravée par le chantage au licen-

(suite page 3)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A PARIS

Vendredi 9 juin, 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro République).

● A TOULOUSE

Lundi 19 juin, 20 h 30, Cité de l' Arsenal, Bât. C.

● A AMIENS

Mercredi 21 juin, 20 h 30, Salles Dewailly

● A BORDEAUX

Vendredi 23 juin, 20 h 30 précises, Salle Son-tay, rue de Son-tay.

Impérialisme français hors d'Afrique et du Liban !

*

Des réunions sont également prévues dans la deuxième quinzaine de juin, notamment à Angers et à Strasbourg, mais les dates ne sont pas encore définitives.

La guerre du Zaïre ne fait que commencer

Grand comme quatre fois la France et peuplé de 22 millions d'habitants, le Zaïre ne regorge pas seulement de matières premières agricoles (café, thé, huiles, bois, caoutchouc) ; il est aussi un des pays les plus riches du monde en ressources minières. C'est le troisième exportateur et le cinquième producteur mondial de cuivre, ce qui lui procure les deux-tiers de ses ressources en devises. Il est aussi le premier producteur de cobalt (85 % de la production mondiale) et détient d'autres ressources importantes : fer, charbon, gaz, manganèse, pétrole, étain, chrome, zinc, uranium, phosphore, bauxite et aussi cassitérite, tentale et niobium — métaux peu connus du grand public mais d'un intérêt stratégique énorme — sans parler du fait que l'aménagement hydro-électrique du Congo, le deuxième fleuve du monde, pourrait produire, paraît-il, plus que toute la production française d'électricité.

Or, la plupart de ces richesses se trouvent dans le Shaba, sorte de coffre-fort minier, scandale géologique comme on a dit, enclavé dans une zone en éruption sociale. L'indépendance de l'Angola a privé le Shaba de la voie de chemin de fer de Benguela. Le cuivre doit passer désormais soit par la Zambie, et de là aller à Dar-es-Salam, ce qui est très long, soit aller sur Beira au Mozambique, ou plus fréquemment à Durban en Afrique du Sud par la Rhodésie, ce qui expose les transports aux aléas de la lutte armée qui embrase ce pays, soit alors, être acheminé vers le nord du Zaïre par la voie de chemin de fer qui permet de transborder à Ilebo le minerai qui devra être acheminé vers l'Atlantique par terre ou par fleuve, ce qui allonge énormément les délais.

D'autre part, la chute des cours du cuivre en 1975 a considérablement gêné les finances zaïroises qui avaient début 77 un retard

énorme dans le règlement d'une dette extérieure s'élevant à près de 29 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu national ! Les créanciers, c'est-à-dire les banques et les Etats nord-américain, européens, japonais et arabes et en premier lieu, la finance germano-américaine, sans parler de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International, font donc projet sur projet pour stabiliser la dette mais réclament à cor et à cri la stabilité du régime de Kinshasa menacée par deux séries de facteurs.

D'abord l'agitation sociale accélérée par la chute de l'empire portugais et la déstabilisation de l'Afrique australe. Pour *Les Echos* du 16 mai, « le mécontentement de la population a quelques chances d'être à l'origine de ces événements, tout autant que les ex-gendarmes katangais et les troupes cubaines complaisamment dénoncées par le gouvernement de Kinshasa ». La très officielle revue française *Afrique contemporaine* révèle dans son numéro 96 de mars-avril 1978 que, depuis un an, « l'opposition extérieure et intérieure n'a pas désarmé ». Ainsi « à la mi-janvier, des troubles assez graves se sont produits dans la province de Bandundu autour des villes de Kikwit et de l'Idiofa [...] La répression aurait été sanglante ». Début mars, « on apprenait l'arrestation à Kinshasa pour complot, de 67 officiers et de 24 civils accusés de vouloir organiser des opérations de sabotage [...] Le procès des comploteurs s'est ouvert devant un conseil de guerre le 8 mars. Il s'est achevé par 19 condamnations à mort dont 5 par contumace et 15 acquittements. Le 16 mars, 8 militaires et 5 civils ont été fusillés. L'incertitude politique qui règne au Zaïre risque de nuire au succès du plan de redressement économique ».

Naturellement, Mobutu et ses puissants protecteurs et tire-ficelles français et améri-

cains hurlent à des « provocations extérieures ». C'est bien commode ! Mais il suffit de rappeler que « depuis la dernière guerre du Shaba (mars 77) le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies a dénombré 220.000 Zaïrois réfugiés en Angola » (*Libération* du 22 mai) pour se rendre compte que le terrain de ces prétendues « provocations » est extrêmement fertile.

Cependant, le malheur est qu'il n'existe aucune organisation véritablement révolutionnaire pour canaliser cette révolte dans un sens anti-impérialiste authentique et lui donner une portée sociale, ni même une organisation capable d'unifier les révoltes à l'échelle de ce vaste pays tiraillé dans tous les sens par de puissantes oppositions géographiques et économiques accentuées encore par la concurrence entre les impérialismes. Dans ces conditions une organisation comme le FLNC (Front de Libération Nationale du Congo), dotée d'un vague programme « démocratique » et socialement plus que modéré, n'avançant aucune revendication de nature à soulager véritablement de l'oppression capitaliste et impérialiste, suffit pour recruter dans le flot énorme des réfugiés et pour capitaliser une partie du mécontentement qu'elle cherche à marchander contre une relève politique au Zaïre.

L'autre facteur qui fait peur aux puissances en place, c'est la pression de l'impérialisme russe, qui a réussi à pénétrer dans la région à la faveur de la révolte antiportugaise : la Russie, déjà présente en Angola et au Mozambique, cherche à prendre pied en Rhodésie derrière la guérilla anticoloniale. Il suffit de regarder une carte pour voir qu'une manière pour la Russie d'assurer la consolidation de sa pénétration est de lier entre

(suite page 2)

Les exigences de la lutte contre l'impérialisme

(suite de la page 1)

aux « représentants officiels » de la classe ouvrière pour paralyser toute réaction et toute défense aux coups portés par l'ennemi. Cela tient au fait que la crise capitaliste mondiale exacerbe toutes les tendances de la société bourgeoise sénile et impérialiste, qui se résument toutes à ceci : **l'agression permanente.**

Dans cet épisode, les partis de gauche ont une fois de plus révélé au grand jour leur nature profondément bourgeoise, chauvine et impérialiste, leur soumission totale aux intérêts et aux objectifs de l'Etat impérialiste, bien qu'avec des nuances entre eux.

Le PS a participé à la propagande officielle dans tous ses aspects, avec toutes ses implications, acceptant toutes les justifications de l'expédition de Kolwezi, la conférence franco-africaine et le mensonge du désarmement, jusqu'à ce que le succès du « nettoyage » au Shaba se révélant beaucoup plus difficile que prévu, il finisse par se démarquer de l'opération.

Comme à l'habitude, le PC ne s'est distingué de l'humanitarisme impérialiste du PS que par l'outrance de son chauvinisme et l'illusion démocratique qu'il professe. Lui aussi n'a au départ soulevé comme objection, comme les gaullistes d'ailleurs, que le Parlement aurait dû être consulté ! Puis il s'est mis à critiquer l'intervention. Mais d'abord au nom de « l'intérêt de la France » que le gouvernement bafouerait en se faisant « le fer de lance de l'impérialisme américain », comme si l'impérialisme français n'avait pas de raison suffisante pour être lui-même précisément... un impérialisme ! Ensuite au nom du prétendu principe de la « non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat ». Mais que signifie la « non-intervention », l'« indépendance » et l'« égalité des nations » entre la France et le Zaïre, entre un pays impérialiste et un pays dominé et exploité par les trusts, sous couvert de coopération technique ? Que signifie une « coopération exempte d'esprit néocolonialiste », comme le propose le PCF, quand subsistent le marché, le salaire et donc le capital, le

profit et les trusts, même d'Etat ? L'idée d'un capitalisme propre, sans ses conséquences fâcheuses, désagréables, sans l'oppression impérialiste n'est pas seulement un songe pieux réactionnaire, c'est aussi un mensonge destiné à couvrir une autre politique impérialiste, au service du même Etat, comme l'ont d'ailleurs démontré amplement le PS et le PC qui, dans l'opposition, se démènent pour rabibochoyer l'Algérie avec l'impérialisme français, bien qu'ils aient moins de chances d'y parvenir qu'avec la pauvre Guinée.

Comme le remarque amèrement la démocratie africaine ultramodérée de type **Jeune Afrique** : « En France, M. Giscard d'Estaing ne rencontre que des protestations de principe, du moins tant que la mort ne frappe que les nègres et non les soldats français. Les partis d'opposition n'ont guère de politique de rechange et, s'ils étaient au pouvoir, seraient, au mieux, bornés à condamner mécaniquement l'apartheid en Afrique du Sud (ce qui n'engage à rien) et, au pire, n'auraient pas agi d'une manière sensiblement différente, sauf peut-être au Sahara : les intérêts économiques de la France restant les mêmes, ils auraient imposé la même cynique sauvegarde ».

Quant à l'extrême gauche, qui n'a pas fait grand bruit l'an dernier lors de la première intervention au Zaïre, ni d'ailleurs ensuite sur celle en Mauritanie et au Tchad, ni sur l'intervention des casques bleus au Liban, pour mobiliser la classe ouvrière contre l'impérialisme français, elle explique avec une naïveté qui traduit sa profonde bêtise, que c'est la faute aux élections (évidemment celles-ci ne sont pas là pour rien !). Même l'intervention d'aujourd'hui, sans l'excuse de la « perspective électorale », suscite moins d'efforts que la campagne pour le boycott de la coupe de football en Argentine. Il est vrai qu'il est bien plus facile de dénoncer les crimes des militaires argentins (surtout en passant sous silence qu'ils ont l'appui de tout l'arc-en-ciel démocratique local !) que de lutter contre les crimes de sa propre bourgeoisie.

Cependant le plus important et le plus grave, c'est que la campagne qui fait

l'unanimité est lancée sur les positions les plus douteuses et les plus ambiguës. L'OCT, les CCA, la LCR et d'autres ont lancé le cri : « Pas un homme, pas un sou, pas une arme pour Mobutu ! », mot d'ordre qui pourrait aussi bien être repris par n'importe quelle coterie impérialiste voire cartériste. En effet, d'un point de vue prolétarien, le problème n'est pas seulement et n'est pas tellement d'empêcher Paris de maintenir Mobutu en place que de montrer que, sans l'impérialisme, Mobutu ou tout autre remplaçant n'est rien — et surtout de porter des coups à l'impérialisme français, de manière à permettre de desserrer l'étau de l'oppression qui meurtrit les masses exploitées d'Afrique et aussi le prolétariat d'ici. De ce point de vue, même la formule « Troupes françaises hors d'Afrique » (*), surtout quand elle est lancée toute seule, déliée de l'appel à la lutte du prolétariat métropolitain contre tous les méfaits de son impérialisme est bien insuffisante.

Mais l'extrême gauche se fout bien en réalité du « point de vue prolétarien ». Pour elle l'important est de permettre aux partis de gauche et aux directions des syndicats, pourtant réformistes, opportunistes et contre-révolutionnaires, de se joindre au mouvement.

L'extrême gauche ne se distingue dans son « anti-impérialisme » de la gauche militariste et impérialiste — qui peut elle aussi réclamer le « retrait des troupes du Zaïre » sans faire le moindre mal à l'impérialisme — qu'en ce qu'elle essaie de dire « dans la rue » ce que la gauche se réserve de dire au parlement, puisqu'elle se refuse à faire le moindre travail réel pour éveiller l'instinct de lutte du prolétariat encore tragiquement endormi par l'opium du social-chauvinisme et du social-impérialisme, ce qui l'obligerait à se heurter à l'opportunisme. On peut faire à propos de ce courant d'extrême gauche en paroles mais centriste en fait, la même remarque que faisait Lénine à propos de Kautsky il y a plus de soixante ans :

« Tout en s'élevant contre le renforce-

ment de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions (ainsi que les agressions de toutes sortes, NDR), il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes » (*L'impérialisme, Œuvres*, tome 22, p. 321).

Les considérations qui doivent guider la lutte des communistes internationalistes contre l'impérialisme sont clairement définies par la théorie marxiste.

D'abord, la lutte contre le brigandage et l'oppression de « son » propre Etat est une question de principe pour le prolétariat. Non seulement parce que laisser les mains libres à son propre Etat reviendrait à accepter le renforcement de la machine d'oppression dirigée contre lui, et la privation de toute liberté de mouvement, mais aussi parce que sans la dénonciation dans chaque pays impérialiste des pillages de son Etat, l'union du prolétariat international, et notamment des ouvriers d'Europe, de Russie et des Etats-Unis, est impossible, et donc impossible la victoire du communisme, de même qu'est également impossible l'union des prolétaires des pays oppresseurs et des pays opprimés, et la soudure entre le mouvement prolétarien international et le mouvement des masses exploitées des pays coloniaux et semi-coloniaux en révolte contre l'ennemi commun.

Enfin, cette lutte contre la piraterie et le cannibalisme impérialistes n'est qu'une agitation sans conséquence si elle n'est pas liée à la lutte pour éveiller dans la classe ouvrière la haine du social-chauvinisme et pour arracher les prolétaires qui se mettent en mouvement à l'emprise des partis réformistes et opportunistes qui constituent un pilier irremplaçable de la domination impérialiste.

(*) C'est le mot d'ordre du meeting prévu à Paris pour le 2-6-78 et soutenu par CCA, LCR, OCT, LO, OCI, PSU et Cedetim.

La guerre du Zaïre ne fait que commencer

(suite de la page 1)

elles ses zones d'influence. Or il y a une seule liaison possible : celle qui suit la voie de chemin de fer qui passe par le Shaba et la Zambie. D'où l'effroi des impérialismes en place, aussi bien anglais, belge, allemand, américain que français devant la possibilité de cette jonction qui s'inscrirait bien dans une des constantes de la piraterie impérialiste en Afrique : en 1898, à Fachoda, le heurt entre la tentative de l'impérialisme français d'opérer la jonction soudanaise entre le Sénégal et la mer Rouge et celle de l'impérialisme anglais de s'approprier la bande orientale continue de territoire entre Le Caire et Le Cap faillit déclencher la guerre entre eux. La tentative anglaise, victorieuse sur la France, échoua finalement devant les efforts de l'Allemagne qui, forte du Tanganyika

(actuelle Tanzanie) chercha à le relier au Cameroun en mangeant le Congo « français » et surtout le Congo « belge », au secours duquel volèrent Français et Anglais !

Aujourd'hui, comme au début du siècle s'établit un front impérialiste contre l'intrus, celui que les impérialismes repus couvant sous leurs ventres gras les richesses faites de la sueur et du sang noirs présentent comme l'« agresseur » ! Un front qui annonce les alignements du prochain conflit impérialiste mondial : pour le camp occidental, toutes les misères du Zaïre proviennent de la soif de domination de l'impérialisme russe qui s'appuie sur ses mercenaires cubains et sur les envahisseurs « katangais » (ce qui est une manière d'avouer qu'ils sont zaïrois et nullement envahisseurs) soutenus par l'Angola.

Mais la presse stipendiée « oublie » que l'UNITA qui guerroye contre le gouvernement de Neto et qui est soutenue par les impérialismes occidentaux et l'Afrique du Sud (sans parler de la Chine !) a son quartier général à Kolwezi !

Tandis que les agissements criminels de l'impérialisme russe se mènent, comme c'est particulièrement clair en Ethiopie, sous le drapeau d'un anti-impérialisme mensonger, la lutte de défense du gâteau impérialiste par les Occidentaux se fait sous le drapeau encore plus mensonger des « droits de l'homme », des libertés, de la « sauvegarde des vies humaines en danger », celle des Blancs naturellement. L'hypocrisie et le mensonge de cette campagne insoutenable ont été révélés par l'avance « civilisatrice » des parachutistes de la Légion, célèbres par leurs tortionnaires et maquereaux galonnés.

Qui se souvient que lors de l'opération semblable de soi-disant « sauvetage des Blancs » à Stanleyville en 1964 par les paras belges, 20.000 noirs ont été assassinés ? Aujourd'hui, combien de milliers de noirs ont péri sous les coups de la soldatesque franco-zaïroise ? Et quelle presse « humanitaire » s'indigne au même moment des carnages des populations noires de Rhodésie ou des massacres de Kassinga où les réfugiés namibiens, militaires et civils, hommes, femmes et enfants, qui n'ont pas péri sous le feu des Mirage sont pourchassés à la baïonnette

jusqu'à ce qu'un silence complet règne sur la brousse après cet horrible « nettoyage » ?

✱

L'hypocrisie de l'argument de la défense contre l'envahisseur russo-cubain a été également dévoilée par la querelle entre la Belgique et la France. En effet, si l'intervention de l'ONU et l'assassinat de Lumumba il y a près de 20 ans ont permis aux Etats-Unis de pénétrer en force dans ce pays devenu une sorte de condominium américano-belge, il est notoire que depuis quatre ou cinq ans se dessine une nette offensive française pour prendre la place des Belges.

Depuis 1975, la France dispute le marché zaïrois aux Etats-Unis et même à la Belgique puisque sa part dans les importations en provenance de l'OCDE s'est élevée en 1976 à 18,3 % (Etats-Unis : 14,4 % et Belgique : 19,1 %) pour revenir, il est vrai, à 12,8 % en 1977. Surtout, l'impérialisme français est devenu le deuxième client du Zaïre, talonnant la Belgique : sa part dans les ventes de ce pays atteint 29,4 % en 1977, tandis qu'elle est de 39,6 % pour la Belgique et de 10,8 % pour les Etats-Unis.

Du point de vue financier, l'impérialisme français n'a pas de grosses sommes disponibles comme les banquiers allemands ou américains (le franc n'est ni le mark ni le dollar !). Néanmoins, en 1975, 7,5 % des apports financiers bilatéraux au Zaïre provenaient de la France. Mais il s'agit avant tout d'investissements directs effectués dans les mines et dans l'industrie de transformation.

Surtout, Paris s'est débrouillé pour passer avec l'Etat zaïrois des accords de prétendue « coopération technique » qui lui permettent de superviser la construction du puissant barrage d'Inga II, le plus grand d'Afrique, de dresser l'inventaire des richesses minières du pays, ce qui lui permet, comme de plus il finance en partie cette opération, d'être le premier sur les rangs pour avoir des concessions comme cela vient d'être le cas pour les mines d'étain du Kivu ou les mines de cuivre de Tente-Fungurune, où un investissement total de 813 millions de dollars devait être réalisé entre 1976 et 1978 (voir *Marchés Tropicaux* du 28-10-77).

Enfin, l'impérialisme français a passé avec le Zaïre des accords de « coopération militaire » destinés à fournir l'encadrement de l'armée et l'entretien du matériel, un moyen comme un autre non seulement de vendre des armes mais aussi de mettre l'armée du pays sous son influence directe.

Parmi les « agresseurs » du Shaba — s'il faut comme le veut la bonne logique bourgeoise impérialiste dans laquelle, il va sans dire, il faut trouver un « agresseur », mais où l'« agresseur » n'est autre que l'ancien agresseur, c'est-à-dire celui qui est déjà installé et qui cherche à maintenir ses positions — c'est bien en l'occurrence aussi le rapace français qui, à défaut de finances suffisantes, arrive avec ses mercenaires officiels, et cherche à faire payer la note de la défense des intérêts communs de l'Occident par la mainmise directe sur une part plus grande de la richesse de ce pays.

De plus, si l'impérialisme français a été poussé à intervenir militairement au Zaïre, c'est parce qu'il est le plus concerné par le maintien de l'ordre contre-révolutionnaire. En effet, si la petite Belgique peut voir d'un œil relativement indifférent une négociation avec le FNLC et même si l'Amérique peut laisser voir venir, l'impérialisme français a besoin de maintenir à tout prix l'unité du Zaïre, non seulement parce qu'il a une main sur les richesses du Shaba plus par sa mainmise sur l'Etat zaïrois que par ses atouts financiers, mais encore et surtout parce que le maintien de la stabilisation politique de ce pays — et, par conséquent, tant que c'est possible, du régime de Mobutu — lui est indispensable. Il s'agit en effet de bloquer le verrou d'un pare-feu qui protège de l'incendie qui ravage l'Afrique australe, ses chasses gardées africaines dont le flanc méridional est constitué par le Gabon, le Congo et l'Empire (pour rire) de Centrafrique, pays qui prendraient vite feu si un vent chaud y soufflait venant de Kinshasa.

L'impérialisme français est donc engagé jusqu'au cou et pour longtemps au Zaïre. Et toute défaite qu'il subira là-bas signifiera pour les masses exploitées de l'Afrique dominée par lui ainsi que pour le prolétariat de la métropole une condition favorable à leur lutte contre l'ennemi commun.

Les bonnes âmes

Même une fois qu'on a fait la part des massacres d'Européens perpétrés par la soldatesque de Mobutu, est-il si difficile d'imaginer que dès que l'ordre des pillards et assassins de Mobutu vacille, la population semi-paysanne, soumise à l'esclavage de la mine où le salaire de l'ouvrier noir arrive à peine au centième de celui du contremaître blanc, affamée par la crise et blessée par l'insolence du luxe, se révolte contre les beaux quartiers et sabote les installations comme cela a été le cas et sera encore le cas dans tous les soulèvements anti-coloniaux.

Mais ici les bonnes âmes de l'extrême gauche discutent du bien-fondé de cette bouffée de haine et se gardent bien de consacrer autant de lignes aux massacres commis de sang-froid par les mercenaires de l'ordre capitaliste impérialiste et raciste. Ainsi Rouge du 23 mai rappelle que la « compréhension » de tels « événements » ne les « excuse pas », et se sent obligé de dire qu'il les « condamne ».

Autant condamner les inondations ou les conséquences fâcheuses des tremblements de terre qui sont peut-être plus évitables que le déchaînement de la haine sociale dans une société divisée en classes !

A propos de la critique de nos positions par « Combat Communiste »

Ou invariance de la théorie ou démocratisme

Dans un article du n° 2 de *Contre le Courant* le groupe « Combat Communiste » (CC) essaie de régler ses comptes avec nous. Si sa tentative a le mérite de partir des questions fondamentales, elle montre que ce groupe est incapable de surmonter son passé. Né du trotskysme et plus précisément de LO, il en est sorti en réaction contre la dégringolade politique accélérée de ce mouvement. Malheureusement, cette réaction l'a conduit non à combattre mais à accentuer les faiblesses intrinsèques du trotskysme, l'immédiatisme et le spontanéisme. Nous le montrerons ici rapidement, sans prétendre développer en quelques lignes l'ensemble de nos positions fondamentales.

D'abord l'invariance du marxisme, ce gros os qui leur reste à tous en travers de la gorge. Pour CC « la théorie marxiste doit donc rendre compte de toutes les expériences récentes de la classe ouvrière » et « cette expérience doit être replacée dans le cadre de l'évolution et des transformations subies par l'infrastructure de la société, car n'en déplaise aux camarades du PCI, si le capitalisme reste le capitalisme, il n'a néanmoins cessé de subir des transformations » et « l'idéologie qui en est la superstructure [c'est nous qui sommes censés considérer le marxisme comme la superstructure idéologique du... capitalisme] doit donc évoluer également ou plus exactement être complétée ».

N'en déplaise à CC, ce raisonnement mécaniste qui considère la doctrine révolutionnaire comme le reflet immédiat des rapports économiques et sociaux, est pseudo-matérialiste. Il oublie, en particulier, que toute cette évolution du capitalisme, le marxisme l'avait bel et bien prévue et annoncée. On ne voit pas ce qui, sinon une pétition de principe, permet de décréter « entièrement erronée » notre affirmation qu'« à la fin du XIX^e siècle étaient établies toutes les théories nécessaires pour comprendre tous les phénomènes sociaux de la fin du XX^e et pour guider l'action du prolétariat et des révolutionnaires ». Et pourquoi donc serait-elle erronée ? Parce qu'il y a, nous dit-on, des « problèmes et des phénomènes nouveaux ». Mais il ne suffit pas de rabâcher « problèmes contemporains... expériences récentes... faits nouveaux... problèmes nouveaux... nouveaux... nouveaux... », il faut montrer précisément en quoi et pourquoi ils imposeraient une « évolution de l'idéologie » pour parler comme CC.

En réalité il ne s'agit nullement d'une « idéologie », mais d'une théorie, d'une doctrine qui nous donne l'instrument à la fois de la compréhension des événements et un guide pour l'action. Il est clair qu'une telle théorie ne naît pas comme reflet borné de

l'expérience immédiate. Pauvre Marx ! Tout comme la bourgeoisie et les sorbonnards, CC le prend pour le « reflet » de la machine à vapeur, du capitalisme libéral et des premières luttes ouvrières, toutes choses bien entendu dépassées. Tout au contraire, notre doctrine naît par l'intégration de toute l'expérience passée de l'humanité, dont elle tire les principes et lois qui déterminent l'histoire ; c'est sur cette base, et sur la base de l'analyse des rapports fondamentaux du capitalisme, qu'elle s'affirme capable de prévision historique et d'orientation de l'action dans l'histoire.

Il est évident que le fait de revendiquer l'invariance de notre doctrine ne veut pas dire ravalier le processus historique au niveau d'une « mécanique » et nier l'existence de phénomènes contingents. Mais cela signifie que ces événements ne peuvent être compris et affrontés que dans le cadre et à l'aide de cette doctrine. Un des aspects de notre travail depuis trente ans c'était et c'est précisément de montrer concrètement, chiffres et faits en main, que les transformations du capitalisme se font suivant les prévisions marxistes ; qu'il y a évidemment des événements « nouveaux » au sens qu'ils ne se produisent qu'aujourd'hui, mais qu'ils confirment nos prévisions ; que notre théorie est donc nécessaire et suffisante pour rendre compte de tous les faits sociaux.

Au moment où, à la fin de la deuxième bouche impérialiste et dans la période qu'elle ouvrait, même les éléments qui voulaient réagir à la trahison stalinienne avaient perdu la boussole marxiste et cherchaient quelles improvisations théoriques et tactiques pouvaient la remplacer, nous avons montré que le triomphe même de la contre-révolution confirmait notre théorie ; nous avons montré que la revendication acharnée de notre programme historique, de nos principes politiques et de notre tactique permettait seule de travailler effectivement à la renaissance du mouvement de classe. C'est sur la base de cette revendication que nous avons pu donner les « perspectives de l'après-guerre » rappelés récemment (voir *Le Proletaire* n° 255 et 256).

Et c'est au moment où les faits confirment une fois de plus notre analyse et l'orientation qui en découle, que CC, après tant d'autres innovateurs, revient à la charge. Mais pour contester notre travail il ne suffit pas de se gargariser avec des «... blèmes... veaux... », il faudrait dire précisément comment et pourquoi tel fait ou tel problème échappe à l'explication marxiste et appelle donc une « mise à jour » de la théorie. CC traite de haut notre prétendu « refus de se livrer à la moindre réflexion théorique sérieuse sur les problèmes contemporains »,

mais n'oppose à notre travail de restauration théorique, d'analyse des événements et de critique des théories soi-disant nouvelles que son refus a priori de l'invariance du marxisme et sa volonté de « prendre en charge l'évolution du capitalisme ».

A un moment, il est vrai, CC essaie de découvrir un fait nouveau, à propos de la Russie : « le problème du capitalisme d'Etat que, bien entendu, Marx ne pouvait pas traiter ». Bien entendu... CC est mal tombé et n'a prouvé que son ignorance du marxisme. Nous qui refusons, paraît-il, de nous livrer à la moindre réflexion théorique sérieuse sur les problèmes contemporains, nous avons étudié le capitalisme d'Etat à l'aide des importantes indications, études et prévisions du développement capitaliste faites par Marx et Engels. La méthode de CC est d'ailleurs aussi peu nouvelle que la nôtre. C'est contre des « révisionnistes » du même genre que Lénine a démontré que l'impérialisme était compris dans la théorie marxiste du capitalisme.

Nous reprocher notre indigence théorique n'empêche d'ailleurs pas CC de se moquer de notre obstination « à polémiquer pendant des années avec les théories de Staline et de Krouchtchev [...] pour démontrer que l'économie russe n'est pas socialiste ! Comme si la situation qui est faite aux travailleurs russes, la division et l'organisation capitaliste du travail ne suffisaient pas amplement à le démontrer ». Ben voyons, tout le monde l'a toujours su, que la Russie n'est pas socialiste ! Dire que CC se croit obligé de nous reconnaître quelque mérite, « le mérite de maintenir fermes certaines positions de classe sur certaines questions comme celle de la nature de l'Etat russe sur des définitions de base de ce qu'est le capitalisme et de ce qu'est le communisme » ! Nous nous serions passés de ce coup de chapeau qui ressemble plutôt au coup de pied de l'âne ! CC devrait essayer de comprendre qu'il ne suffit pas de dire que la Russie n'est pas socialiste, mais que pour saisir ce qu'est le capitalisme et ce qu'est le communisme il faut expliquer correctement, marxistement, pourquoi elle ne l'est pas, en quel sens et à quel moment elle l'a été politiquement sans jamais l'être économiquement, et pourquoi et comment le prolétariat a perdu le pouvoir. Il est impossible de reprendre cette explication ici, nous renvoyons le lecteur non à un paragraphe mais à l'ensemble de notre travail sur cette question ; le plus important dans cette question n'est d'ailleurs pas tellement le fait que la Russie ne soit pas socialiste, mais le fait que la contre-révolution confirme tout autant le marxisme que la révolution, confirme notre programme et nos méthodes de lutte.

CC s'indigne de cette invariance, sous prétexte que, « dès lors que le marxisme est considéré comme une « théorie achevée », plus aucune discussion, vérification, échange d'expérience ne sont nécessaires dans le parti révolutionnaire ». Là aussi, rien de nouveau. De Marx à Lénine et à nos jours, les innovateurs ont toujours crié au « caporalisme » dès lors qu'on leur refusait la liberté de... réviser la doctrine. Bien sûr, il y a des discussions, des vérifications et échanges d'expérience dans le parti, mais leur raison d'être n'est pas celle que CC leur donne. Pour nous, ils servent à résoudre pratiquement les problèmes d'application et de mise en action du programme et de la tactique révolutionnaires dans les différentes phases de la lutte. Il est évident, en effet, que le fait d'être armé de la théorie juste ne garantit pas contre des erreurs. Mais on ne peut surmonter ces erreurs qu'en appliquant la théorie et non en en cherchant de nouvelles.

Pour CC, au contraire les discussions devraient servir d'abord à réviser et à enrichir la théorie au fil des jours et des problèmes « imprévus » ; ensuite, le mécanisme démocratique « dans le parti, comme dans les organisations ouvrières larges, a un caractère éducatif » ; et puis il « est aussi un moyen pour régler les divergences tactiques » et « une technique pour régler les problèmes entre groupes d'exploités ou entre les différentes fractions de la classe ouvrière ».

Ici, enfin, le refus de notre théorie invariante montre ce qu'il cache : tout bêtement le démocratisme. Comme tous ceux qui avant lui ont contesté l'invariance de notre théorie, CC est bien incapable de la « corriger » ou de l'« enrichir » positivement. Ce qu'il repousse en fait, c'est la notion même de déterminisme historique, et il en est alors réduit à la démocratie. Belle nouveauté !

Pour nous, si effectivement nous tirons une leçon de l'évolution du capitalisme et de l'histoire des luttes de classe, c'est précisément l'inverse. Bien que le marxisme soit né comme critique de la démocratie, le mouvement ouvrier ne pouvait pas ne pas soutenir la lutte révolutionnaire démocratique contre les forces précapitalistes ; il ne pouvait pas rejeter pratiquement d'emblée le formalisme démocratique jusque dans l'organisation du parti. C'est le cours même de l'histoire qui déblaie le terrain et pose les questions de façon toujours plus directe : le parti ne peut se constituer et accomplir sa tâche qu'en rejetant absolument le principe démocratique et en lui opposant la dictature des principes. Nous y reviendrons prochainement.

(à suivre)

Les maoïstes, le Zaïre et le désarmement

● L'infamie de l'« Humanité Rouge »

L'Humanité Rouge tombe dans l'appui non voilé à l'impérialisme français. Voyez-vous, explique son éditorial du 23 mai, on ne peut pas mettre « sur le même plan », les interventions françaises d'une part au Tchad et en Mauritanie, et d'autre part au Liban, où il s'agit « de veiller au départ des troupes sionistes du Sud-Liban et c'est tout ! », et au Zaïre où « on peut (...) dire que ce n'est pas contre le peuple zaïrois qu'est tournée cette intervention mais contre une tentative soviétique de mainmise sur un nouveau pays. Bien sûr, poursuit HR, si la France intervient aussi à la demande du gouvernement zaïrois, c'est dans la perspective de protéger ses intérêts néo-colonialistes. Mais c'est bien l'URSS qui constitue actuellement, par ses entreprises hégémoniques et agressives, le principal danger pour les peuples et pays de cette région d'Afrique, notamment pour le Zaïre. Tant qu'elle se borne à s'opposer à l'agression des gendarmes katangais et du social-impérialisme l'intervention française aide objectivement le Zaïre à résister à son principal ennemi du présent ! »

Mais l'apologie de ce journal véritablement vendu ne s'arrête pas là. Le n° des 27 et 28 mai

applaudit le discours de Giscard à l'ONU sur le désarmement en analysant ainsi les pseudo-propositions de Giscard : « Comme les conférences diverses sur le désarmement sont aux mains des super-grands, Giscard propose de briser le monopole du désarmement. Dans la mesure où cela s'oppose de fait à l'hégémonie des deux superpuissances, russe et américaine, c'est une excellente chose ». Et HR commente plus loin : « Certains n'ont pas aimé le discours de Giscard. Ce sont on s'en doute les plus visés, les USA et l'URSS (...). Par contre le discours giscardien fut applaudi en bien des points par les délégations des pays du tiers monde dont la Chine ». Quelle saloperie ! Il n'y a plus de classe, même plus de « peuple », il n'y a plus que des Etats devant la politique contradictoire et criminelle desquels le prolétariat des différents pays devrait se prosterner !

On pourrait donc couper l'impérialisme en morceaux et lui trouver un aspect utile à notre lutte ? L'Etat impérialiste, son armée et ses brutes mercenaires éduquées dans les massacres coloniaux pourraient présenter des côtés favorables à la lutte prolétarienne ? Quelle infamie !

● Les contorsions du « Quotidien du Peuple »

Le Quotidien du Peuple, qui est passé d'une position de critique de l'intervention des casques bleus au Liban à la vulgaire défense de la criminelle résolution 425 de l'ONU, a évité de justesse la catastrophe à propos du Zaïre. Alors que le n° 701 titrait en gros « Halte à l'intervention impérialiste ! URSS, USA, hors d'Afrique » sous un simple surfillet parlant de l'intervention française, les numéros suivants dénoncent quand même l'impérialisme français : « Paras français hors du Zaïre ! » (n° 702) et « A bas l'impérialisme français gendarme en Afrique » (n° 703), bien qu'au nom de « principes » aussi peu utiles à la lutte prolétarienne que la « non-ingérence ».

Mais cette « hardiesse » tombe bientôt devant le discours de Giscard sur le désarmement. En effet, pour ces gens-là aussi, Giscard avance des propositions qui « rejoignent des revendications réelles des pays » du Tiers Monde. Et quand le Quotidien du Peuple le critique, c'est au nom de la « défense nationale de la France » qui serait soumise, du fait de sa proposition de Conférence européenne, « aux pressions et au contrôle des superpuissances ».

Deux guerres mondiales et cent ans de guerres coloniales n'auraient pas encore prouvé que dans la France démocratique, défense nationale = défense de l'impérialisme ?

Le cirque anti-ouvrier de l'«ouverture sociale»

(suite de la page 1)

ciement même dans les entreprises les plus prospères. Pourtant, l'aplatissement complet de la CFDT n'a pas été sans provoquer des remous chez tous ceux qui avaient pris au sérieux ses airs de va-t-en-guerre et, outre le recul général de la CGT dans les élections professionnelles, des réactions anti-bonzes se sont manifestées dans les secteurs agités.

Mais il faudra plus que des cartes déchirées, même par dizaines, pour que les travailleurs retrouvent les moyens de la riposte. Il faudra qu'ils tendent à reconstituer, malgré et contre les « négociateurs » syndicaux, les liens et l'organisation qui font leur force et leur permettent d'utiliser efficacement les armes de classe, et d'abord la grève sans préavis ni limitation de durée, vers lesquelles leur colère les oriente spontanément.

La grève des bus parisiens

La grève des machinistes de la RATP a commencé le 27 avril au dépôt de Fontenay-aux-Roses sur des revendications concernant la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail et de vie. A la surprise des bonzes, le mouvement n'est pas resté circonscrit à un seul dépôt, comme cela a été jusqu'à présent la règle dans la RATP grâce surtout au zèle de ces pompiers syndicaux, mais s'est étendu de façon tout à fait spontanée à d'autres dépôts pour gagner, le jour de la première manif (9 mai) la quasi-totalité des dépôts (21 sur 23) avec une participation moyenne de 75 %, qui s'élevait dans plusieurs dépôts à plus de 90 %. C'était la plus grande grève des bus depuis mai 68.

Constatant qu'il serait impossible de limiter le mouvement à Fontenay, les directions syndicales ont mis en œuvre toutes les armes de leur arsenal anti-grève pour briser le magnifique élan des machinistes. Ils ont commencé par enfermer les machinistes dans leurs dépôts, ce qui empêchait toute coordination entre eux et les laissait ainsi à la merci des pompiers syndicaux. C'est ce qu'ils ont fait lors de la manif du 9 mai, qui a réuni près de 3.000 machinistes : après avoir annoncé le refus de la direction de concéder quoi que ce soit, ils ont appelé les machinistes à regagner leurs dépôts afin de déci-

der, dépôt par dépôt, de la poursuite de la lutte. Cela leur permettait de maintenir le contrôle du mouvement et aussi d'imposer, là où la résistance des machinistes était moins grande, la reprise du travail. Ainsi ont-ils imposé une grève bidon d'une heure à la prise de service, qu'ils se sont efforcés de faire passer dès le 10 mai, quand l'Intersyndicale a appelé les machinistes à observer (sic) « au minimum 1 heure de grève à la prise de service ». Ce minimum (!) leur laissait en fait les mains libres pour imposer cette grève bidon là où ils le pouvaient sans trop se brûler dans les dépôts plus combatifs puisque cela laissait ouverte la possibilité des grèves de 24 heures.

Ils ont ensuite poursuivi leurs manœuvres anti-grève en lançant à l'issue d'une nouvelle Intersyndicale le 12 une nouvelle astuce : un référendum « en vue de permettre une détermination des intéressés » (sic) sur les formes d'action. Il s'agissait de choisir, par vote secret bien sûr, entre les trois formes : grève de 24 heures reconductible ; grève de 24 heures tournante par secteur ; grève d'une heure à la prise de service. En même temps, ils ont ressorti la vieille astuce déjà employée la semaine précédente : fixer une manif pour quelques jours plus tard (le 18), sans laisser aucune consigne sur quoi faire entretemps.

(suite page 4)

Pour la défense des chômeurs !

Le chômage ne peut disparaître qu'avec la disparition de l'anarchie du marché, de l'exploitation, de la concurrence, bref qu'avec la transformation socialiste de la société.

C'est la raison pour laquelle les communistes, qui ne renoncent pas pour autant à la lutte indispensable contre les licenciements, avancent comme revendication centrale le salaire intégral aux licenciés et des ressources au moins égales au SMIC pour les travailleurs à la recherche d'un premier emploi (jeunes, femmes, immigrés).

Sous le capitalisme, ces revendications peuvent être satisfaites partiellement à l'intérieur de certaines limites. Localement, comme résultat d'une lutte vigoureuse pour l'augmentation des ressources aux travailleurs licenciés. A l'échelle générale, comme résultat d'une puissante action de classe déjouant les pièges de la bourgeoisie (qui peut même, à l'occasion, faire certaines concessions, mais au prix d'une division plus grande entre travailleurs). Par exemple on peut tendre à imposer, dans le cas des 90 %, la suppression des discriminations et des limitations.

De plus, cette revendication (le salaire intégral aux chômeurs) a l'avantage de souder les rangs des actifs et des chômeurs contre les divisions suscitées par la concurrence et aiguës par la bourgeoisie.

Enfin, elle permet de faire une vigoureuse propagande pour la dictature du prolétariat, qui seule pourra soulager véritablement les chômeurs avant que la transformation socialiste de la société n'en finisse définitivement avec la plaie du chômage.

En effet, cette revendication ne peut être pleinement satisfaite que sous la dictature du prolétariat : plus précisément, lorsque, ayant mené à bien pour l'essentiel les tâches de la guerre civile et de la guerre révolutionnaire internationale et consolidé son pouvoir, la classe ouvrière pourra s'atteler résolument à l'élimination des rapports de production bourgeois.

Si la dictature prolétarienne doit générali-

ser l'aide aux chômeurs, c'est qu'il y aura évidemment encore des chômeurs. Bien sûr, le « salaire intégral » ne sera pas une mesure isolée : il s'accompagnera de l'obligation de travail, qui devra permettre non seulement de faire travailler les oisifs, mais aussi d'entraîner dans la production sociale les jeunes et les femmes, afin d'abaisser radicalement la journée de travail, à 4 heures puis à 2 heures et même moins, selon les possibilités de l'économie organisée selon un plan unique mondial, et en réalisant ainsi la répartition du travail entre tous.

Qu'ont à voir avec cette lutte les revendications du plein emploi ou de l'échelle mobile du temps de travail, avancées aujourd'hui par les groupes d'extrême gauche, trotskystes en particulier ? Eh bien, rien du tout !

Parler de répartition du travail entre toutes les mains sans dire qu'elle ne peut advenir qu'au terme d'un long processus de bouleversement révolutionnaire et dictatorial des rapports sociaux et en l'absence de la force qui doit réaliser cette transformation, croire même que le fait de lancer l'idée pourrait en soi créer cette force, ce n'est pas simplement, sous prétexte de « revendication transitoire », se bercer totalement d'illusions. Cela revient à tomber dans le gradualisme le plus plat et, en effaçant la limite entre capitalisme et socialisme, à donner à l'ennemi des verges pour se faire battre. C'est contribuer à paralyser la classe face aux manœuvres des bourgeois et de leurs larbins réformistes, qui sont justement enclins à réduire le temps de travail et le salaire des uns sous prétexte de donner du travail aux autres. C'est cacher à la classe cette offensive qui, au besoin sous le drapeau de la répartition du travail entre tous et de la solidarité avec les chômeurs, vise à l'augmentation de l'intensité du travail et à l'exacerbation de la concurrence entre les ouvriers.

Quant à la garantie de l'emploi, cette revendication n'est nullement propre à définir un besoin que devra satisfaire le socialisme, dont le contenu est bien plutôt la diminution

radicale du temps de travail et la suppression de l'anarchie économique. Elle ne sera pas davantage satisfaite de façon transitoire par la dictature prolétarienne qui, comme on l'a vu, se caractérise plutôt par l'obligation de travail et les ressources assurées à ceux qui ne peuvent travailler.

En revanche, cette revendication passe complètement sous silence la défense des chômeurs. Il n'y a qu'un pas à faire pour affirmer, comme le fait le réformisme, que la véritable défense des chômeurs, c'est l'action pour le développement de l'emploi (donc : investissements...), et pour expliquer que le chômage provient d'une « mauvaise politique », d'une « mauvaise gestion ». Et ce pas doit être inévitablement franchi si on n'avance pas la lutte résolue pour défendre les chômeurs dont le nombre ne peut que grandir.

Et c'est là que cette « garantie de l'emploi » devient véritablement dangereuse pour la lutte ouvrière car, sur le terrain du capitalisme, le mensonge du « plein emploi » ne peut recouvrir autre chose que la « défense » — d'ailleurs temporaire — de l'emploi des uns, mais au détriment de celui des autres ! Celui des nationaux au détriment de celui des immigrés (par le contrôle de l'immigration) ; celui des hommes au détriment de celui des femmes (par l'augmentation du complément familial) ; celui des adultes au détriment de celui des vieux (par la mise à la retraite d'office) ou des jeunes (par l'allongement de la scolarité obligatoire ou du service militaire), celui des travailleurs locaux au détriment de celui des travailleurs des autres pays (par le protectionnisme et le « fabriquons français », ou « anglais », ou tout ce qu'on voudra), etc.

Les tenants de la revendication de la « garantie de l'emploi » sont bien incapables de contrer les effets néfastes d'une revendication qu'ils ont reprise au réformisme. Au contraire, avec ces revendications proclamées « transitoires » une fois pour toutes et en toutes circonstances, ils font le lit de la politique anti-prolétarienne de l'opportunisme.

La bourgeoisie découvre la « répartition du travail »

La répartition entre tous du travail existant est si peu un mot d'ordre de lutte anti-bourgeois en lui-même que les représentants officiels des Etats capitalistes à la Commission Européenne sont en train de la découvrir comme une stratégie de rechange pour la résorption du chômage en Europe.

Dans un rapport publié par la revue Inter-social et résumé dans le numéro du 26 avril 1978 de Problèmes Economiques, les experts se montrent préoccupés de la situation de l'emploi en Europe, au moins jusqu'en 1982 (date à laquelle les facteurs démographiques pourraient, croient-ils, arranger les choses). D'après leurs tableaux, en effet, l'accroissement de la population réellement en activité, dans les années qui viennent, ne couvrirait guère, en France, en Italie, et, dans une moindre mesure, en RFA et Grande-Bretagne, que 50 à 60 % de celui de la population en âge de travailler. En France, on a dû révéler ce que les statistiques prélectorales avaient essayé de masquer : avec l'arrivée sur le marché du travail des jeunes (y compris les bénéficiaires du fameux « pacte pour l'em-

ploi » parqués un moment dans des stages cache-misère), on atteindra à la rentrée le chiffre officiel de 1.500.000 chômeurs (Le Monde du 23 mai 78). Alors, que faire ?

Les experts de la C.E. lâchent ici un aveu intéressant : les relations entre les investissements et l'emploi ne sont pas évidentes, « Des études précises montrent que depuis des années, l'investissement a pratiquement toujours comporté des améliorations en productivité, donc une part plus ou moins importante d'économie de main-d'œuvre » (les marxistes ne les avaient pas attendu pour le dire...).

Mais une nouvelle voie s'ouvre : le « work sharing », la réduction du temps de travail des uns, permettant de dégager des emplois pour les autres, dans une moindre mesure « en raison des rigidités du marché du travail » (traduisez : dans la mesure surtout où la tendance capitaliste est de compenser immédiatement cette réduction du temps de travail par une augmentation de son intensité...).

Solution alléchante, qu'on enjolive de con-

sidérations sur la « sécurité dans la mobilité », le « temps pour vivre », les possibilités de recyclage et autres promesses « qualitatives ». Mais si l'on en vient grossièrement aux chiffres, les belles phrases ne peuvent cacher que les frais de ces aménagements ne seront pas supportés « seulement » par l'employeur, c'est-à-dire que le salaire aussi sera allégé. Tous ces mirages se résoudront concrètement par un accroissement du chômage partiel (moins voyant dans les statistiques), indemnisé ou pas, pour lequel la solidarité entre actifs et chômeurs servira d'alibi.

On mesure le service que rendent au capitalisme les dirigeants syndicaux accommodants qui vont au-devant des projets bourgeois en annonçant, comme Edmond Maire, qu'ils ne seraient pas hostiles à une réduction du temps de travail sans compensation intégrale du salaire ; et, de même, les mouvements centristes qui se croient révolutionnaires en propageant le mot d'ordre du partage du travail entre tous, sans dire clairement qu'il n'a de sens prolétarien que comme résultat de la révolution communiste.

La grève des bus parisiens

(suite de la page 3)

Car ils ne parviennent pas pour le 16 et le 17 que le vote sur les modalités d'action. Le résultat de celui-ci, d'ailleurs, était acquis d'avance, et c'est bien la dernière modalité qui l'a emporté.

Le prolétaire Suppl. SUISSE

N° 11 (1^{er} mai - 15 juin 1978)

- Face à la crise, la nécessité de la lutte de classe
- L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois, et de la dictature
- L'OCI dans l'ornière du centrisme
- La Suisse, plaque tournante de l'internationale des flics
- Sur la démocratie syndicale
- Manifeste 77 : notre critique confirmée par les faits
- Firestone : tous derrière l'Etat !
- Le sens de la manifestation du 15 avril contre la PFS : prouver sa bonne foi à l'Etat
- Les communistes et l'avortement, à propos du referendum du 28 mai.

Entre le 12 et le 18 le mouvement reflue. Mais le 18 les machinistes redonnent une preuve de leur combativité : 4.000 d'entre eux, soit 1 sur 2, se retrouvent au rendez-vous. Les 23 dépôts sont en grève et le taux de participation dépasse 80 %. De mémoire de bonze, c'était la plus grande manif qu'on avait jamais vue à la RATP !

Pendant qu'une délégation monte négocier, des incidents ont lieu entre les manifestants et le SO organisé surtout par la CGT et dirigé par son bonze de choc, Ledour, qui avait déjà réussi à briser le mouvement au dépôt stratégique du Point du Jour. Se faisant l'intermédiaire des CRS qui menaçaient de charger si les grévistes ne laissaient pas un couloir libre pour la circulation, Ledour et ses comparses ont essayé de repousser les grévistes et de les tasser derrière un cordon du SO garantissant la circulation sur le quai des Grands-Augustins. Les machinistes s'y sont opposés fermement : ils ont formé un cordon bloquant la circulation, tandis que d'autres allaient discuter avec les camarades du SO pour leur montrer le sale boulot que les bonzes leur faisaient faire. Cet incident a fait grandir davantage le dégoût pour les directions CGT, un dégoût qui s'était manifesté depuis le début de la grève dans les assemblées de dépôt.

L'incident n'est pas encore terminé que les bonzes descendent pour annoncer le résultat des négociations : un autre non. Et le bonze CGT appelle encore une fois les machi-

nistes à regagner les dépôts. Sa proposition est accueillie par des sifflets et des insultes, des cartes sont déchirées. Et à cet ordre défaitiste les machinistes répondent par le cri unanime d'« occupons les locaux ». Une vague de machinistes envahit carrément le siège, mais tous n'ont pas pu rentrer car, s'apercevant du mouvement, le scélérat Ledour et d'autres bonzes CGT, FO et Autonomes ont formé un cordon compact d'isolement devant la porte du siège et n'ont pas hésité à brutaliser ceux qui essayaient de forcer le passage.

Eccœurée, sans direction, la masse des machinistes commence à se disperser. L'Intersyndicale, CGT en tête, avait réussi à briser le mouvement.

Mais ce ne sera là qu'une victoire partielle, temporaire, si les machinistes réussissent à traduire dans les faits la grande leçon de cette lutte, en jetant les bases d'une coordination entre les différents dépôts, sans laquelle toute grève sera vouée à l'échec. Ce ne sera pas un travail facile à cause non seulement des difficultés matérielles dues à l'éparpillement des dépôts et à la différence des horaires de travail, mais aussi du sabotage systématique que les syndicats opposeront à ce travail. Mais c'est un travail indispensable, qui doit commencer très modestement par l'établissement des liaisons entre les éléments combattifs des différents dépôts et l'organisation, dans chaque dépôt, des camarades qui ont été à l'avant-garde de la lutte.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU n° 10 DE

il programma comunista

- Contro la rassegnazione riformistica, fuori dalla disperazione terroristica
- Primo maggio mariano
- Un'unica via : ritorno alla lotta di classe del proletariato !
- Più democrazia e più repressione
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe (4)
- L'antimilitarismo rivoluzionario
- La storia gloriosa dei minatori statunitensi
- Massacri a catena di operai e contadini in India
- Corrispondenze sindacali su Alfa Romeo, Unidal, ANIC di Gela, SAV di Altare.

★

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 18
(mai 1978) de

Kommunistisches Programm

- Die « Theorie der drei Welten » : Der Versuch, die imperialistische Epoche als Epoche fortschrittlicher bürgerlicher Bewegungen hinzustellen.
- Auf dem Wege zur « kompakten und starken » Partei von morgen
- Die « Wettbewerbsfähigkeit » als Idol-Die Profitrate als Religion
- Beilage : « Proletarier » nr. 1

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 14 juin et le 12 juillet, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 10 et le 24 juin.

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 4 juin et le 2 juillet.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit le 3 et le 17 juin.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 juin.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 4 juin et le 2 juillet.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 juillet.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 3 juin et le 1^{er} juillet.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 18 juin.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13^e, soit le 24 mai, puis le 7 et le 21 juin.

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926